



NOUVEL AN 2025

La paix et la justice au coeur des vœux des corps constitués nationaux



Le président de la République, Denis Sassou N'Guesso

Les corps constitués nationaux et les forces vives ont échangé les vœux du Nouvel An 2025 avec le président de la République et son épouse au cours d'une cérémonie solennelle le 4 janvier au Palais des congrès. Dans leurs prises de parole respectives, Denis Sassou N'Guesso et le président de la Cour suprême, Henri Bouka, ont insisté sur la préservation de la paix et le devoir de faire de la justice un pilier pour la stabilité et le progrès

social.

Page 5



Le président de la Cour suprême, Henri Bouka

COOPÉRATION

Le ministre chinois des Affaires étrangères attendu à Brazzaville



Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi

Le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, arrive le 7 janvier dans la capitale congolaise pour une visite de quarante-huit heures. Il aura des entretiens en tête-à-tête avec le chef de l'Etat congolais sur des questions liées à la coopération entre la Chine et le Congo dont les relations, vieilles de soixante ans, sont au beau fixe. «*La Chine et le Congo travaillent main dans la main pour assumer les responsabilités des coprésidents du Forum sur la coopération sino-africaine* », a indiqué la représentation diplomatique chinoise.

Page 3

GUICHET UNIQUE

Confusion sur le paiement des taxes

Le directeur général du Trésor, Albert Ngondo, a, dans une circulaire publiée le 2 janvier, demandé aux contribuables, aux banquiers et aux autres partenaires de payer désormais des droits, des taxes fiscaux et douaniers auprès des comptables du Trésor,

via un compte ouvert à la Banque des Etats de l'Afrique centrale. Cependant, de son côté, le directeur général des Douanes et Droits indirects, Guénolé Mbongo Koumou, a, dans une note de service datant du 3 janvier, souligné que le transfert des compétences

d'encaissement des recettes douanières entre la Banque postale et le Trésor public se fera sur la base d'un plan de mise en œuvre adopté par décret et en application des dispositions de la loi de finances.

Page 6

SANTÉ

Suspension de la grève au CHU-B

Au regard de l'évolution des négociations avec le gouvernement, l'intersyndicale du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) a appelé à la reprise du service. «*Considérant la nécessité d'apaiser le climat social et d'assurer la disponibilité de l'offre des soins au profit des populations, l'intersyndicale informe l'ensemble des travailleurs que la grève est suspendue à compter de ce vendredi 3 janvier* », souligne un communiqué publié à la même date.

Page 7



Reprise du service au CHU-B

Éditorial

Et si tout s'arrangeait?

Page 2

ÉDITORIAL

Et tout s'arrangeait?

En matière de redressement des grands équilibres socioéconomiques, pour un pays, le miracle n'existe que dans la façon dont ses dirigeants, au travers de choix courageux, suscitent l'adhésion du monde du travail et de l'ensemble des citoyens à en accompagner la mise en œuvre jusqu'au bout. En fonction de la situation du moment, et en dépit des sacrifices qu'elles imposent à tous, de telles options seront toujours opportunes si au bout de l'effort collectif le succès est palpable.

Les douze derniers mois, chacun en convient, ont été difficiles pour le Congo dans presque tous les domaines. Les nombreux mouvements de grève enregistrés dans la plupart des structures administratives publiques et privées témoignent surtout de l'ampleur de la demande sociale et du risque de déstabilisation qu'elle suggère à court ou moyen termes en l'absence de réponses adéquates.

Interpellé à plusieurs reprises par le Parlement à l'occasion des séances de questions orales avec débat, le gouvernement sait qu'en dépit d'une majorité suffisante à l'Assemblée nationale et au Sénat, sa mission première est de traduire dans les faits les engagements contenus dans le projet de société du président de la République. Et c'est bien à l'égard de la population congolaise que l'exécutif doit mesurer à quel point son action est salutaire ou non.

Nous entrons de plain-pied dans la nouvelle année 2025. Elle hérite les problèmes non résolus de l'exercice passé. Certains de ces problèmes étant connus de longue date, œuvrer à les résoudre vaut mieux qu'en dresser l'inventaire de façon répétée. A titre d'exemple, dans nombre de localités de l'hinterland, l'approvisionnement en eau et en électricité s'améliore, tandis que sur ce plan, en dépit de leur statut de capitales politique et économique, Brazzaville et Pointe-Noire ne s'en sortent pas toujours mieux.

Ultime consolation : malgré ce tableau contrasté, les annonces de relance économique émanant des plus hautes autorités nationales laissent penser qu'au cours des douze prochains mois, les changements significatifs seront apportés à la marche de la nation vers de meilleurs lendemains. Croisons les doigts !

Les Dépêches de Brazzaville

DISPARITION

Dèces de l'ancien ambassadeur Pascal Gayama

L'ancien secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et ancien ambassadeur du Congo au Royaume-Uni, Pascal Gayama, est décédé le 2 janvier 2025 à Brazzaville, à l'âge de 76 ans, des suites d'une maladie.

L'illustre disparu a traîné une belle carrière diplomatique. Au départ journaliste puis diplomate, Pascal Gayama a été tour à tour, secrétaire d'Etat chargé de la coopération; ambassadeur du Congo aux Etats-Unis d'Amérique; secrétaire général adjoint de l'OUA pendant dix ans et ambassadeur du Congo au Royaume-Uni.

Le journal « Les Dépêches de Brazzaville » garde de lui un bon souvenir inhérent à l'évocation, à titre posthume, qu'il avait consacrée en avril 2020 à l'ancien secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo, avec qui il a travaillé pendant dix ans, sous le titre : « Edem Kodjo était un panafricaniste », dont nous vous proposons quelques extraits.

« Kodjo a beaucoup œuvré pour insuffler l'idée du panafricanisme aux intellectuels africains comme lui. Pour certains, cette vision était considérée comme un mythe : il suffit d'écrire des livres engagés ou de dé-



Pascal Gayama

fendre quelques théories pour se proclamer panafricaniste. Kodjo allait au-delà de cette conception », déclarait Pascal Gayama, le 13 avril 2020, évoquant à cet effet la mémoire de son ancien chef. Et de poursuivre : « C'est sous lui, en tant que secrétaire général de l'OUA, qu'ont été posées les bases du Plan d'action de Lagos qui intégrait tous les paramètres devant conduire à un marché commun de l'Afrique. On en parle aujourd'hui, les prémices remontent au

mandat d'Edem Kodjo à la tête de l'OUA ».

Pour Pascal Gayama, la conception du panafricanisme d'Edem Kodjo était différente des autres personnalités africaines dans la mesure où il voulait d'une Afrique où toutes les sous-régions s'unissent pour son développement tous azimuts.

L'Afrique et le Congo viennent de perdre un cadre dont la valeur se mesure à l'aune de sa contribution au développement continental et national.

Roger Ngombé

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya
Grand reporter : Nestor N'Gampoula
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Roger Ngombé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh
Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé / Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo
Chef de service : Clotilde Ibara
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira
Assistant à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala
Adjoint à la direction : Elvy Bombete
Coordonnateur :
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate

Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesbrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo . Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesbrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,
eMail : contact@inc-sa.com,
site Internet www.inc-sa.com

COOPÉRATION

Le ministre chinois des Affaires étrangères attendu à Brazzaville

Le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, est attendu le 7 janvier à Brazzaville pour une visite officielle de 48 heures.

De source diplomatique, Wang Yi s'entretiendra avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, sur des questions liées à la coopération entre la Chine et le Congo, dont les relations, vieilles de 60 ans, sont au beau fixe. « *La visite au Congo de Wang Yi, membre du bureau politique du Comité central du PCC et ministre des Affaires étrangères de la Chine, est un nouveau moment fort des relations sino-congolaises. Ce sera la 35e année consécutive qu'il se rendra en Afrique lors de sa première visite à l'étranger au début de l'Année. Ce déplacement démontre l'importance particulière accordée par la Chine au Congo en qualité de coprésident du Focac* », a indiqué la diplomatie chinoise au Congo.

« *La Chine et le Congo travailleront main dans la main pour assumer les responsabilités des coprésidents du Focac. Nous sommes convaincus que les relations sino-congolaises sont un exemple à suivre pour les relations sino-africaines* », a assuré la même source.

Ces dernières années, la coopération entre la Chine et le Congo est portée par un partenariat stratégique duquel les deux pays tirent des avantages réciproques dans les échanges qui touchent plusieurs domaines. Dans ce cadre, la Chine est un partenaire parmi tant d'autres avec lequel le Congo doit discuter pour mieux asseoir sa politique de diversification économique.

En 60 ans de relations diplomatiques, les deux pays ont conclu de nouveaux accords de coopération dans divers domaines tels que la construction d'infrastructures de base, la protection de l'environnement, la santé, l'éducation, le sport, la culture, etc.

Les moments mémorables des relations bilatérales entre le Congo et la Chine sont symbolisés par de multiples visites d'Etat et officiels du président Denis Sassou N'Guesso et celle de son collègue Xi Jinping, en 2013. Le chef de l'Etat congolais a effectué plusieurs fois des visites officielles en Chine. Récemment, il y était à l'occasion du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) tenu en septembre 2024 à Pékin,



Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi

qui a réuni près de cinquante dirigeants africains autour du président chinois.

A cette occasion, rappelons que Xi Jinping avait félicité son homologue congolais, Denis Sassou N'Guesso, qui a été porté à la coprésidence africaine du Focac. Le président chinois a indiqué que son pays travaillera avec le Congo « *pour mieux jouer leur rôle de premier plan en tant que coprésident du Focac, ainsi qu'à montrer la ferme détermination de la Chine et de l'Afrique à construire conjointement une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle* ».

Outre la visite du ministre chinois des Affaires étrangères à Brazzaville, rappelons que plusieurs hautes autorités chinoises ont effectué des visites de travail au Congo. Ces visites ont été suivies par des réunions de travail entre les deux pays, notamment les voyages du ministre congolais des Affaires étrangères en Chine. La dernière visite du ministre Wang Yi au Congo remonte à 2017.

Yvette Reine Nzaba

LE FAIT DU JOUR

Premières hostilités

Elles sont fort heureusement verbales, disons démocratiques et donc « civiles ». Le 14 décembre, à travers une rupture de silence un peu inattendue, Joseph Kignoumbi Kia Mboundou a levé le ton contre le pouvoir en place en fustigeant sa gouvernance sur toute la ligne. Le député de la première circonscription électorale de Sibiti, dans la Lékoumou, deuxième secrétaire du bureau de l'Assemblée nationale, recevait la presse en revêtant son costume de président de La Chaîne, une petite formation politique au discours remuant classée à l'opposition.

Pourquoi Joseph Kignoumbi Kia Mboundou a-t-il choisi la fin de l'année pour « descendre » la majorité présidentielle et tout ce qui gravite autour ? Dans son exposé, le président de La Chaîne déclarait avoir pris du recul pour observer et réfléchir, une posture succédant, ajoutait-il, à une assez longue période durant laquelle il était resté très présent sur les médias à commenter l'abondante actualité nationale. Par-delà cette explication, il est pos-

sible qu'à presque quinze mois de la prochaine élection présidentielle (convoquée normalement en mars 2026), les cloches de la mobilisation aient commencé à sonner.

De la gestion quotidienne de la Cité à la mise en œuvre du processus électoral, les flèches accrochées à l'arc du président de La chaîne ont été lancées groupées contre ses adversaires dont le plus en vue, le Parti congolais du travail (PCT), locomotive de la majorité présidentielle, a lui aussi décroché les siennes, plus acerbes les unes que les autres. Se référant aux joutes électorales, le candidat quatre fois malheureux (2002, 2009, 2016, 2021) aux scrutins présidentiels avisait ne pas comprendre à quel point son score dans sa circonscription électorale avait pu être insignifiant à la présidentielle de 2021. Un résultat incompréhensible selon lui qui trouve ses raisons dans le dysfonctionnement de l'organisation des élections.

S'agissant toujours des élections qui en démocratie consacrent la voix de la majorité mais aussi le jeu des alliances, dans la victoire ou l'échec

des uns et des autres, les surprises ne sont jamais loin. Tel a été le cas lors du partage des strapontins au bureau de l'Assemblée nationale au lendemain des législatives de 2021 : quand, La Chaîne, avec un seul député à l'hémicycle, a arraché le poste de deuxième secrétaire du bureau de la chambre basse, là où les autres mouvements de l'opposition disposant de plus de sièges étaient contraints au désistement soupçonnant quelques jeux douteux en défaveur de la famille « oppositionnelle » qu'ils constituaient naguère.

Mais quels commentaires sur la toile ? La sortie de Joseph Kignoumbi Kia Mboundou, tout comme la réplique du PCT par la voix de son secrétaire à la communication, Parfait Iloki, ont fortement animé les réseaux sociaux. Les partisans de chaque camp ont jeté des fleurs aux deux acteurs, tandis que leurs adversaires réciproques les ont pris à partie sans ménagement. Certains allant même jusqu'à les accuser de se livrer à une espèce de jeu de paroles piquantes sachant que le moment venu ils épouvanteront leurs divergences en

priviliégiant le « gagnant-gagnant ». Des procès d'intention si on peut dire. Pour le député de Sibiti I, la conférence de presse du 14 décembre a-t-elle été l'occasion de se délier la langue nouée par son droit de réserve en tant que membre du bureau de l'Assemblée nationale ? Possible !

Il faut pourtant se souvenir d'une chose : seul ou en groupe, Kignoumbi Kia Mboundou est un parleur au sens plein du terme. Comme ce vendeur de marchandises dans un marché bondé qui se fait remarquer par sa faconde. Ceux qui s'accrochent doivent ne pas oublier : il reviendra à la charge si le premier lot de produits destinés à la vente est épuisé, et ainsi de suite. Dans la dynamique des futures batailles électorales, Kignoumbi en profitera pour renforcer les maillons de sa Chaîne en usant au besoin de la même parole haute. Pour lui comme pour ses adversaires ou contradicteurs, les arguments pour engager les hostilités sont à portée de main. Mais ces « hostilités », on les voudra pacifiques jusqu'au bout.

Gankama NSiah

VŒUX DU NOUVEL AN

Les forces vives de la Nation satisfaites des succès engrangés en 2024

Le Premier président de la Cour suprême, Henri Bouka, qui s'est exprimé le 4 janvier à Brazzaville au nom des corps constitués nationaux et des forces vives de la Nation, lors de la traditionnelle cérémonie d'échange de vœux du Nouvel An avec le couple présidentiel, a salué les succès engrangés par le gouvernement l'année écoulée, appelé la jeunesse à la prise de conscience avant de demander pardon au chef de l'Etat concernant la tenue de la justice congolaise.

Revenant sur le message du président de la République, Denis Sassou N'Gusso, du 28 novembre 2024 devant le Parlement réuni en congrès, sans son volet jeunesse, Henri Bouka a dénoncé le comportement d'une catégorie des jeunes qui se livrent à des actes barbares. Selon lui, la jeunesse, espoir et avenir de demain, ne peut espérer jouer un rôle décisif si elle est à l'origine de tant d'égarés et de tant de maux déplorés. Il s'agit, entre autres, du grand banditisme, d'assassinats crapuleux, meurtres ignobles, répugnants et révoltants, violences sexuelles, consommation des stupéfiants. Il a averti que face à ces agissements et comportements, si l'on n'y prend garde, cela peut porter un coup fatal à la tranquillité, à la sécurité, au vivre-ensemble, à la liberté conquise de hautes luttes et surtout à la paix retrouvée après les drames vécus. « Si l'on n'y prend garde, les égarements de notre jeunesse peuvent devenir une question existentielle tant pour la jeunesse elle-même que pour l'Etat et la Nation, d'où le rôle éminem-

ment salvateur des aînés dans leur encadrement », a souligné le premier président de la Cour suprême. Il a, par ailleurs, salué le ressaisissement de certains jeunes qui ont décidé d'abandonner ces comportements déviants qui endeuillent de nombreuses familles, jettent l'émoi dans les grandes agglomérations, portant atteinte à la tranquillité publique et menaçant gravement le vivre-ensemble et la paix civile.

Pour lui, les jeunes n'ont jamais été laissés pour compte de sorte que rien ne peut ni expliquer ni moins encore légitimer l'implication de certains d'entre eux dans les contrevaleurs déplorées actuellement. « Notre jeunesse doit interioriser, à cet égard, le message du président de la République et revenir aux fondamentaux d'une jeunesse qui, par l'apprentissage et la glorification du travail, quel qu'il soit, se prépare de manière assidue et résolue à jouer demain le rôle que jouent de nos jours les aînés que nous sommes, mais qui sont appelés tôt ou tard à s'en aller. Cette frange

de la jeunesse qui se marginalise doit se ressaisir et revenir sur le droit chemin. C'est là une exigence non négociable parce que ni personne ni un groupe de personnes ne peut mettre en péril les valeurs que le peuple souverain du Congo a proclamées dans la loi fondamentale, à savoir la stabilité du peuple », a-t-il poursuivi.

S'approprier le message du président de la République

Concernant les succès réalisés en 2024, sans être exhaustif, Henri Bouka a remercié le chef de l'Etat pour l'équité, la justice sociale. Les réformes sur l'âge d'admission à la retraite, le Smig, le lancement de la Caisse d'assurance maladie universelle sont, a-t-il déclaré, l'expression d'une solidarité plus active.

Quant au rôle de la justice sur le climat des affaires, au regard de l'interpellation du président du Conseil supérieur de la magistrature, Henri Bouka a rappelé qu'il ne s'agit pas de la première fois. Cela devrait constituer, a-t-il dit, pour les magistrats et pour

les autres services, le déshonneur parce qu'ils sont coupables d'ignominie d'autant plus que lorsque le père de la Nation dénonce d'une manière récurrente les comportements peu orthodoxes, cela veut dire qu'il est accablé par des dénonciations multiples reçues et bien documentées. « Cela veut dire qu'il en sait que trop, nous en sommes confus, veuillez nous pardonner Excellence. Cet extrait de votre message a été écouté, nous allons continuer à travailler pour que chacun se l'approprie et en fasse un tangible travail. La justice doit s'inventer et arrêter d'être une justice au sein de laquelle chacun s'ingénie à être nommé. Avant la nomination, place au travail d'élite », a-t-il poursuivi. Il a enfin rappelé que l'éthique et la probité morale sont tributaires de la relation de chacun avec la loi. Beaucoup d'entre les cadres, après avoir été nommés, appliquent la loi de manière sélective, c'est un grand tort au sein de l'Etat de droit, a conclu Henri Bouka.

Parfait Wilfried Douniama

VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE









L'art dans sa **Généralité,**
de la **Tradition**
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**
immeuble les manguiers (Mpila)
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

REPONSE DE SON EXCELLENCE MONSIEUR DENIS SASSOU N'GUESSO, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, AU MESSAGE DE VŒUX DES CORPS CONSTITUES NATIONAUX ET DES FORCES VIVES DE LA NATION A L'OCCASION DU NOUVEL

Brazzaville, le samedi 4 janvier 2025

- **Monsieur le président du Sénat ;**
- **Monsieur le président de l'Assemblée nationale ;**
- **Monsieur le Premier ministre, chef du gouvernement ;**
- **Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement ;**
- **Mesdames et Messieurs les représentants des institutions constitutionnelles ;**
- **Monsieur le chef de l'opposition ;**
- **Mesdames et Messieurs les représentants des partis politiques, des ONG et associations ;**
- **Mesdames et Messieurs les membres des confessions religieuses ;**
- **Mesdames, Messieurs ;**
- **Monsieur le président de la Cour suprême ;**

C'est une tradition déjà bien établie que l'on se retrouve en cette période, au début de l'année, pour l'échange de vœux du Nouvel An. A mon égard ainsi qu'à celui de mon épouse, de ma famille et de mes proches, vous venez de formuler, pour le Nouvel An 2025, des intentions combien bienveillantes et pleines de réconfort qui appellent mes plus sincères remerciements.

En retour, Je voudrais vous exprimer mes meilleurs vœux de santé, de paix et de bonheur pour votre épanouissement le plus complet ainsi que celui de vos familles et des membres de vos institutions, organisations et instances respectives. Au-delà de son caractère protocolaire, il y a un fond que la présente rencontre sacralise à travers nos échanges sur certaines préoccupations essentielles, avec vous-mêmes, en votre qualité de gestionnaires et d'animateurs de la Cité.

J'ai noté la place de la paix dans votre évocation parce que, d'abord, sans la paix il n'y a ni développement, ni progrès. Parce qu'ensuite, nous devons nous inspirer de nos souvenirs étant donné que, comme l'enseigne la sagesse de chez nous, « Ceux qui ne se souviennent pas du passé sont condamnés à le répéter », d'où notre engagement au service de la consolidation de la paix.

La paix chez nous, mais aussi la paix dans le monde car n'oublions pas que lorsque les éléphants ou les hippopotames se livrent bataille, c'est l'herbe et les arbustes qui payent le lourd tribut de leur confrontation. Vous avez remis notre projet pour la jeunesse à la place qui lui revient. Vous parlez de la nécessité de pérenniser les acquis enclenchés en 2024. A ce sujet, nous poursuivrons nos efforts durant toute la période de mise en œuvre de notre Plan national de développement (PND) 2022 – 2026, y compris au-delà de cette échéance.

Votre compréhension de cette démarche est la juste expression qui témoigne de la cohérence de notre action engagée au profit des générations montantes, parce qu'au fondement de tout Etat se trouve l'éducation de sa jeunesse. Entre-temps, vous avez fait référence à la problématique en lien avec les questions de sécurité en évoquant les comportements déviants de certains jeunes au sein de la cité, notamment dans les périphéries urbaines. Cette situation nous interpelle tous en tant que parents, puisque le but de l'éducation est d'apprendre non les faits, mais les valeurs.

Un système éducatif ne peut, par lui-même, façonner la superstructure d'un pays. Mais il peut produire de meilleurs citoyens et contribuer à l'amélioration de son capital humain. Un penseur du 19e siècle ne disait-il pas, je cite : « L'éducation commence aux pieds d'une mère et que chaque mot qu'entendra le petit enfant concourra à sa personnalité ». Fin de citation.

Pourtant, dans notre société, il n'est pas rare d'entendre certains parents,

de plus en plus nombreux d'ailleurs, déplorer les actes de banditisme et de délinquance juvénile avérée à travers des vocables du genre : « Oh ! ce sont les enfants d'aujourd'hui ».

Un tel raccourci nous renvoie à ce qui fut appelé, il y a quelque temps, « La bêtise humaine », en fait, un dissolvant politique inventé pour diluer la responsabilité des uns et des autres dans les troubles socio-politiques survenus dans notre pays. Quand on parle « des enfants d'aujourd'hui », convenons ensemble que le terme aujourd'hui ne désigne pas une filiation.

Aujourd'hui désigne plutôt le contexte marqué par d'importantes avancées technologiques, en l'occurrence au niveau des médias, progrès que les esprits malveillants tentent de distiller dans les milieux jeunes par le biais de la cybercriminalité. Bref, n'oublions pas que la plupart des hommes ont été égarés par le manque d'éducation.

Vous avez également bien situé les difficultés que nous traversons et qui, sans être propres seulement à notre pays, sont inhérentes à un contexte international fondamentalement marqué par une crise persistante de l'économie mondiale. Nous ne devons donc pas prendre ombrage de notre responsabilité. Sachons tout simplement que la plus grande gloire n'est pas de ne jamais tomber, mais de se relever après chaque chute.

Enfin, la Nation est revenue à plusieurs reprises dans vos propos. Vous avez raison car une Nation est un rêve d'avenir partagé. Une Nation est une âme, un principe spirituel. L'on a en commun un riche legs de souvenirs et l'on a aussi une volonté de continuer à faire valoir l'héritage de notre patrimoine tant matériel que mémoriel.

Que ce soit la paix, la Nation, la citoyenneté ou le patriotisme, leur transversalité est assurée par un dénominateur commun : le vivre-ensemble. Vivre ensemble, c'est faciliter la cohabitation harmonieuse. Dans la mise en œuvre du vivre ensemble, l'on travaille en concertation pour faciliter l'émergence de valeurs communes qui contribuent à la paix et à la cohésion sociale. Les premières valeurs sont celles prônées par notre devise : Unité – Travail – Progrès. Il y a les valeurs et les principes partagés, comme la solidarité, la tolérance, la justice, la responsabilité individuelle ou collective, entendue comme le devoir de répondre de ses actes.

Nous avons la mission de partager et de protéger ces valeurs et ces principes, y compris en utilisant les rouages traditionnels, tels les chefferies coutumières, les autorités religieuses, les femmes, les jeunes, etc. Le vivre-ensemble devrait aider à construire la citoyenneté, considérée par-là comme l'honneur et la fierté d'être Congolais ainsi que le patriotisme défini comme notre dévouement au Congo notre pays, que nous reconnaissons comme notre patrie.

C'est pourquoi j'invite les Congolaises et les Congolais au respect de l'autre, au respect de la chose publique, au respect du bien public, en mettant fin aux actes récurrents d'incivisme perpétrés, entre autres, sur les infrastructures de développement et les équipements de base acquis à grands frais et au prix d'importants sacrifices.

Le président américain John Fitzgerald Kennedy a légué à la postérité cette réflexion, je cite : « Ne demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais bien ce que vous pouvez faire pour votre pays ». Fin de citation.

Fort des leçons de l'Histoire, fort de ce qu'un déficit d'éclairage de l'avenir par le passé entraîne l'esprit à errer dans les ténèbres, j'appelle les Congolaises et les Congolais à assumer leur responsabilité car, dans notre marche vers le développement, le Congo attend de chacun qu'il fasse son devoir.

Bonne et heureuse année 2025 à tous !

Je vous remercie

GUICHET UNIQUE DE PAIEMENT

Quiproquo autour de la procédure d'encaissement des taxes

Le directeur général du Trésor, Albert Ngondo, a, dans une circulaire publiée le 2 janvier, demandé aux contribuables, aux banquiers et aux autres partenaires de payer désormais des droits et taxes fiscaux et douaniers auprès des comptables du Trésor, via un compte ouvert au niveau de la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

« J'attache du prix à la stricte application de la présente circulaire », a-t-il indiqué dans ladite circulaire. Réagissant à cette circulaire, le directeur général des Douanes et Droits indirects, Guérolé Mbongo Koumou, a, dans une note de service datant du 3 janvier, affirmé que son service et les usagers des douanes étaient informés des conclusions de la réunion interministérielle du 30 décembre dernier, présidée par le Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso. Celles-ci stipulaient que le transfert des compétences d'encaissement des recettes douanières entre la Banque postale et le Trésor public se fera sur la base d'un plan de mise en œuvre adopté par décret et application des dispositions de la loi de finances.

« En attendant la publication dudit décret, la procédure de dédouanement des marchandises

au cordon douanier demeure inchangée, notamment le paiement des droits et taxes au guichet unique de paiement », a signifié le directeur général des douanes. « J'attache du prix à la stricte application de la présente », a conclu Guérolé Mbongo Koumou.

Rappelons que c'est en février 2021 que fut lancé le GUP. Il s'inscrit dans le cadre des réformes engagées depuis 2016. Pour les usagers, cette application a pour avantages, selon les techniciens, de simplifier, faciliter et sécuriser le paiement des droits et taxes dus à l'Etat. Pour les administrations, elle consiste à sécuriser les recettes et faciliter leur traçabilité. Ajouter à cela, l'avantage de faciliter le rapprochement entre les émissions et les encaissements. Pour l'Etat, le GUP sécurise et accélère le recouvrement des recettes, puis garantit l'unicité de caisse.

Lopelle Mboussa Gassia



MINISTÈRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

Guichet Unique de Paiement



C'EST QUOI LE GUP ?

Le Guichet Unique de Paiement (GUP) est une plateforme mise en place par le Ministère des finances et du budget, et opérée par la Banque Postale du Congo (BPC), pour encaisser les recettes de l'Etat.

A QUOI ÇA SERT ?

Le GUP permettra à l'Etat de sécuriser la collecte de ses recettes, d'assurer une meilleure traçabilité des opérations, de permettre une meilleure réconciliation de données entre les entités du Ministère des finances et du budget et d'assurer les finances publiques.

QUI EST CONCERNÉ ?

Tous les usagers de la Direction générale des impôts et des domaines, et ceux de la Direction générale des douanes et des droits indirects, qui veulent régler par espèces ou par chèque, devront désormais se rendre dans les points GUP pour effectuer le paiement de leurs impôts, taxes, redevances, droits et droits douaniers. Pour ceux qui utilisent le paiement en ligne, aucun changement.

OÙ SE TROUVENT LES POINTS GUP ?

Les points GUP se trouvent au niveau des hôtels des impôts, des bureaux de douanes et des agences de la Banque Postale.

VOUS PAYEZ, NOUS SÉCURISONS LES RECETTES.

Ensemble, Construisons Notre Pays

PORT AUTONOME DE BRAZZAVILLE

De grands défis du nouveau directoire

Nommés en Conseil des ministres du 18 décembre 2024, le nouveau directeur général du Port autonome de Brazzaville et ports secondaires, Séraphin Mouendzi, et son adjoint Lionel Daniel Konabeka ont pris service le 3 janvier. Conscients de la lourde tâche qui les attend, ils promettent de relever les défis.

Comptable de formation, Séraphin Mouendzi succède à Daniel Molongandzeyi qui a occupé ce poste pendant quatre ans. Avec son adjoint, Lionel Daniel Konabeka, ils forment un duo qui devra travailler avec objectif en vue d'apporter au Port autonome de Brazzaville et ports secondaires (PABPS) des solutions idoines aux nombreux problèmes auxquels il est confronté.

Sa bataille consistera, dans un premier temps, à améliorer les conditions de travail des douze sites portuaires disséminés à travers le pays, mais dont quatre se trouvent à Brazzaville. Il s'agit du Beach, du Port à passagers, du Port public et de celui de Yoro.

A la lumière du tableau synoptique peu reluisant du PABPS, peint par le directeur général sortant, le nouveau directoire s'est engagé à tout mettre en œuvre pour



Le bateau "Ville de Brazzaville" quittant le port autonome pour la localité de Bétou, département de la Likouala/Adiac

rallumer sa flamme afin qu'il contribue, lui aussi, au développement économique du Congo.

Son objectif est aussi et surtout, a indiqué le nouveau directeur général, de permettre à la centaine d'agents qui y évoluent de travailler dans des conditions optimales et

de garantir tous leurs intérêts. « A compter d'aujourd'hui, nous ne ménagerons aucun effort pour œuvrer sans relâche au développement du Port autonome de Brazzaville et ports secondaires », a indiqué Séraphin Mouendzi.

Installant la nouvelle équipe,

le directeur du cabinet du ministre de l'Economie fluviale et des Voies navigables lui a rappelé les défis qui l'attendent pour lesquels elle doit apporter des solutions idoines. « C'est une grande charge qui pèse sur vos épaules. Les tâches à accomplir sont énormes et

vous demandent de la responsabilité pour atteindre les objectifs que vous êtes assignés. Mais, dans l'accomplissement de votre mission, vous devez veiller au respect des textes toutefois que vous voulez poser un acte », leur a-t-il dit.

Firmin Oyé

DOLISIE

L'ambassadeur du Sénégal au chevet des démunis

L'ambassadeur du Sénégal au Congo, Cheick Hamed Tidiana Ndiaye, a effectué récemment une visite de travail à Dolisie, dans le département du Niari.



L'ambassadeur, le maire de Dolisie et les récipiendaires./Adiac

« Ma mission est double : d'une part elle a pour but d'affermir les liens d'amitié entre le Congo et le Sénégal. D'autre part, m'enquérir du vécu quotidien des Sénégalais vivant ici à Dolisie », a expliqué le diplomate en présence du maire de Dolisie, Marcel Koussikana.

L'ambassadeur, Cheick Hamed Tidiana Ndiaye, n'y est pas allé les mains vides. Pour soulager les peines des personnes en situation sociale difficile, notamment les veuves, veufs, orphelins, agents municipaux à la retraite, il a mis à leur disposition des vivres.

Max Ferhynel Poudi, correspondant à Dolisie

SANTÉ

Suspension de la grève au CHU-B



Reprise du service au CHU-B

« Considérant la nécessité d'apaiser le climat social et d'assurer la disponibilité de l'offre des soins au profit des populations, l'intersyndicale informe l'ensemble des travailleurs que la grève est suspendue à compter de ce vendredi 3 janvier », indique un communiqué de l'intersyndicale du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B) publié à la même date, à l'issue d'une réunion avec le ministre de la Santé et de la Population, Gilbert Mokoki.

Après échanges sur la situation des retards de salaires observés au CHU-B, le gouvernement s'est engagé à poursuivre la concomitance de paiement des salaires avec les fonctionnaires.

Par ailleurs, les deux parties ont convenu de poursuivre le dialogue aux fins du paiement des quatre mois d'arriérés de salaires, notamment novembre et décembre 2019 ; décembre 2020 et septembre 2024. « L'intersyndicale rassure les travailleurs du CHU-B de sa détermination à poursuivre les efforts en vue de l'aboutissement de toutes les revendications », souligne le même communiqué.

Rominique Makaya

FESTIVITÉS DE FIN D'ANNÉE

Une quinzaine de bœufs offerte à la population de Kinsoundi

L'initiative d'offrir les bœufs aux habitants de Kinsoundi afin de leur permettre de passer les fêtes de fin d'année en beauté est du député de la quatrième circonscription électorale de Makélékélé, le premier arrondissement de Brazzaville, Claude Ayessa. La cérémonie de remise de ce don s'est déroulée en présence de la présidente du Groupe de réflexion et d'action pour un Congo émergent (Grace), Bélanda Ayessa.

La distribution des bœufs venus droit du village Ondza, dans la sous-préfecture de Makoua, par le député Claude Ayessa, est un geste de cœur, d'amour, qui s'inscrit dans le contexte de la solidarité et du vivre ensemble prôné sans cesse par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. La présidente du Grace, qui accompagnait le député de la quatrième circonscription électorale de Makélékélé, a invité la population de Kinsoundi à faire prévaloir l'unité nationale. « Permettez-moi aussi de vous souhaiter une belle et heureuse année 2025. Cette cérémonie à laquelle nous participons aujourd'hui est à mettre à l'initiative de notre député, Claude Ayessa. Nous



Un échantillon des bœufs offerts à la population de Kinsoundi./Adiac

devons toujours prôner l'unité et bannir la division. L'unité doit prévaloir avant tout. Faisons attention aux vendeurs d'illusions, il y a la paix

aujourd'hui au Congo, il faut le reconnaître. Je l'ai dit et je le dirai toujours, il y a la paix, parce qu'il y a un homme qui a voulu qu'il y ait cette paix,

c'est le président de la République, Denis Sassou N'Guesso », a déclaré Bélanda Ayessa.

Pour sa part, le chef de quartier Kinsoundi barrage,

Léon Massamba, a remercié le député Claude Ayessa et la présidente du Grace pour ce don en faveur de la population de Kinsoundi. « Je n'ai jamais touché du doigt un bœuf, mais je viens de toucher du doigt un bœuf. C'est beau, c'est beau », s'est-il exclamé.

Profitant de cette occasion, et à l'initiative de Bélanda Ayessa, un rituel de réconciliation a été organisé par les chefs de quartier, entre fils et filles de Kinsoundi, afin de renforcer la solidarité dans la quatrième circonscription de Makélékélé. Après quoi, la présidente du Grace a procédé au partage symbolique de la viande de bœuf aux chefs de quartier et de bloc de Kinsoundi, visiblement satisfaits.

Bruno Zéphirin Okokana

LA CARAVANE JAUNE DE LA FONDATION MTN CONGO

Un Noël illuminé par la solidarité

Du 20 au 23 décembre, la Fondation MTN Congo a déployé sa Caravane Jaune à travers le pays, apportant joie et soutien aux communautés. Cette initiative a touché plusieurs villes, de Brazzaville à Pointe-Noire, en passant par Dolisie, Oyo et Ouesso, culminant avec des actions solidaires à Mougali (Brazzaville) et Ignyé (département du Pool).

Une vague de générosité à travers le pays

Le coup d'envoi de la Caravane Jaune a été donné à Brazzaville le vendredi 20 décembre. Les équipes de la Fondation, dirigées par leur directrice exécutive, ont multiplié les actions de générosité. Partout où elle est passée, que ce soit à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie, Oyo ou Ouesso, la Caravane a apporté son soutien en prenant en charge les frais d'hospitalisation des patients des services de pédiatrie et de néonatalogie dans 8 hôpitaux à travers le pays. Des dons de vivres et de jouets ont également été distribués aux populations les plus vulnérables, notamment dans les villes de Pointe-Noire, Dolisie, Ouesso et Oyo, où des actions similaires ont été menées auprès des enfants et des familles.

caments et de jouets de Noël a été remis aux enfants, illuminant leurs visages de sourires. Vanessa Tsouma, directrice exécutive de la Fondation, s'est dite impressionnée par le travail de la clinique, qui offre des soins gratuits à des patients venant de toute la sous-région. Cet acte témoigne de l'engagement continu de la Fondation envers les communautés vulnérables et souligne l'importance cruciale du soutien aux initiatives locales.

Ignyé : des jouets et une lutte contre le diabète

La Caravane Jaune s'est ensuite rendue à Ignyé, où deux actions majeures ont été menées.

Distribution de 300 jouets aux enfants d'Ignyé

Un don de 300 jouets a été remis à la



Soutien à l'association de lutte contre le diabète

La Fondation MTN Congo a également apporté son soutien à l'association Marcher Courir Pour la Cause, active dans la lutte contre le diabète. Un don de médicaments a été remis à l'association, lui permettant de poursuivre ses actions à Ignyé et d'offrir un soulagement important aux personnes atteintes de cette maladie. Karl Bivoukanou, représentant de l'associa-

tion, a exprimé sa profonde gratitude pour ce soutien essentiel.

Un partenariat solidaire pour un impact durable

Ces initiatives illustrent parfaitement l'Objectif de Développement Durable (ODD) 17, qui promeut les partenariats pour le développement. La collaboration entre la Fondation MTN Congo, les associations locales, les structures de santé et les collectivités territoriales, comme la Mairie d'Ignyé et l'as-



Mougali : un soutien précieux aux enfants albinos

Le 23 décembre, la Caravane Jaune a fait étape à Mougali, à la clinique médico-sociale de l'association Jhony Chancel, dédiée aux personnes atteintes d'albinisme. Un don de médi-

Mairie d'Ignyé, apportant joie et espoir aux enfants de la commune en cette période de fin d'année. La maire, Madame Aissatou Kamara, a salué la réactivité et la générosité de la Fondation, soulignant l'impact positif de ce geste pour les enfants.



sociation Marcher Courir Pour la Cause, démontre la force de l'action collective pour le bien-être des populations. Comme l'a souligné Mme Vanessa Tsouma, directrice exécutive de la Fondation MTN Congo, citant un proverbe bantou : « Un seul doigt ne peut pas laver le visage. » C'est en unissant les forces que l'on parvient à un impact réel et durable.

En cette fin d'année, la Caravane Jaune de la Fondation MTN Congo a rappelé avec force l'importance des valeurs de générosité, de collaboration et de solidarité, plaçant l'humain au cœur de son engagement et illuminant ainsi les fêtes de Noël à travers tout le pays.

SANTÉ

Trois mois de soins gratuits pour les personnes du troisième âge

Le Centre médicosocial le Jaune a lancé, en partenariat avec l'Assistance au développement social (ADS) et la Caricav, une campagne de sensibilisation à l'endroit des retraités, des personnes du troisième âge, suivie d'un dépistage gratuit sur l'hypertension artérielle, le diabète, le paludisme, l'albumine et la glycémie, pour une durée de trois mois, jusqu'au 31 mars prochain.

Propriété de l'Union des travailleurs nationale de la santé et des affaires sociales (Unatrasas), le Centre médicosocial le Jaune construit en 2004, grâce au partenariat avec la société de télécommunication MTN internationale, et inauguré en 2014 par la Première dame Antoinette Sassou N'Guesso, est dédié aux retraités de toute la République (Caisse des retraités et des fonctionnaires et ceux de la Caisse nationale de la sécurité sociale), aux ayants droit et personnes du troisième âge (travailleurs ou non travailleurs), pour se faire soigner. Ce centre est situé entre la direction générale de la Société civile (Sapeurs-pompiers) et l'amphithéâtre le Phénotype.

En vue de faire connaître ce centre qui n'est pas trop visible à la population et particulièrement aux personnes du troisième âge, le Centre médicosocial le Jaune, en partenariat avec l'ADS et la Caricav (une communauté arbre et vie, une association qui a des objectifs dans le développement sanitaire et puis l'accompagnement des personnes du troisième âge et les enfants orphelins), a lancé une campagne de communication et de sensibilisation, en présence du vice-président de l'Unatrasas, Noé Massamba, de l'ADS, Delys Ibara, et coordonna-



Les membres de l'ADS et de la coordination du centre lors du lancement de la campagne 'Adiac'

teur du centre, représentant de la Caricav, Jean François Milongo. « La population souffre, en occurrence les personnes du troisième âge. C'est pourquoi nous avons proposé une promotion des soins pour la visibilité de ce centre afin que la population de Brazzaville sache qu'il y a un centre des retraités et

des personnes du troisième âge où toute la population peut être reçue et traitée. De même, nous avons pensé qu'il n'y a plus d'argent, les moyens sont devenus difficiles, alors il faut aider la population en réduisant les coûts des soins, pour que toute personne trouve la bonne santé en se guérissant de la maladie

qu'elle souffre », a expliqué le coordonnateur du centre, Jean François Milongo.

Expliquant les raisons de leur venue au lancement de cette campagne de sensibilisation, le président de l'ADS, Delys Ibara, a dit : « Nous venons à travers un protocole d'accord qui nous lie à la Caricav depuis le 15 jan-

vier 2024 soutenir le lancement de la deuxième campagne de sensibilisation des personnes du troisième âge, suivie d'un dépistage sur l'hypertension artérielle, le diabète, le paludisme, l'albumine et la glycémie. Nous accompagnons à travers une prise en charge les couches vulnérables des populations autochtones. Je saisi cette opportunité pour inviter les chefs de quartiers d'assurer la vulgarisation auprès des personnes du troisième âge concernées par cette campagne. La santé est le bien le plus précieux, préservons-la. »

Le président de l'ADS a saisi l'opportunité pour expliquer à l'assistance que l'action de son organisation non gouvernementale humanitaire, à but non lucratif, consiste à emmener les populations à un niveau de vie meilleure, à travers la mise à disposition des œuvres sociales et à œuvrer pour le bien-être des populations démunies dans les domaines de santé, de l'éducation, de la lutte contre la famine et la pauvreté. Notons que l'ADS va intervenir dans la distribution des vivres aux personnes âgées, aux démunies ainsi que l'habillement aux démunies et enfants orphelins.

Bruno Zéphirin Okokana

L'AFRIQUE EN 2025

Des événements qui feront date (Partie II)

Les regards sont désormais rivés sur 2025 et son lot d'événements, notamment la séparation de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) et de l'Alliance pour les États du Sahel (AES), les élections présidentielles.

Cedeao-AES: la rupture sera consommée le 29 janvier

L'année 2025 marquera le divorce entre la Cédéao et l'AES. Les trois pays de l'AES -Mali, Burkina Faso et Niger- cesseront d'être membres de la Cédéao à partir du 29 janvier 2025. Ainsi, la Cédéao sera amputée de 2,70 millions de km², soit 52,84% de sa superficie et 70 millions d'habitants, soit 17% des 420 millions d'habitants de la région. Avec le départ des trois pays, la Cédéao se déleste de 7% de son produit intérieur brut. Les trois pays de l'AES sont tous enclavés et dépendent des ports des pays de la Cédéao, notamment du Togo, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal pour leurs importations et exportations.

La question qui se pose est celle de savoir les modalités que les

deux parties négocieront sur certains points cruciaux : la libre circulation des biens et des personnes, la liberté d'établissement des citoyens des deux ensembles et tant d'autres questions devant être réglées. Sur ce point, les pays de l'AES, tous enclavés, souhaitent continuer à bénéficier de la libre circulation des biens et des personnes et du libre établissement de leurs citoyens dans les pays de la Cédéao. Les trois pays ont annoncé que « la Confédération des États du Sahel est un espace sans visa pour tout ressortissant des États membres de la Cédéao ».

Elections présidentielles

Parmi les pays où les élections présidentielles sont annoncées, il y a la Côte d'Ivoire, la Tanzanie, le

Cameroun, les Seychelles,... Au Cameroun, Paul Biya, âgé de 91 ans, va chercher un 8e mandat à la tête du pays en octobre 2025. A ce jour, le président du Rassemblement démocratique du peuple camerounais, part favori; le principal candidat de l'opposition, Maurice Kamto, risquant de ne pas pouvoir se présenter du fait qu'il ne peut être investi par son parti, le Mouvement pour la renaissance du Cameroun. Le parti ne compte pas d'élus, une condition sine qua non pour être investi par un parti politique.

En Côte d'Ivoire, la bataille s'annonce ardue. Au pouvoir depuis 2011, Alassane Ouattara, 82 ans, devrait se porter candidat pour un quatrième mandat à la tête du pays. Il aura cette fois-ci une véritable opposition face à lui :

Tidjane Thiam (61 ans), neveu d'Houphouët-Boigny, candidat désigné du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), principal parti d'opposition; l'ancien président Laurent Gbagbo (78 ans), si sa candidature est validée; Jean-Louis Billon (60 ans), également du PDCI et qui conteste la désignation de Tidjane Thiam. Il n'est pas exclu que les deux candidats du PDCI maintiennent leurs candidatures. À ces élections dont les dates sont connues, il reste les pays ayant connu des coup d'État ces dernières années et dont la période de transition arrive à terme : le Mali et la Guinée - élections possibles en 2025, le Burkina Faso, le Gabon. En tout cas, dans ces pays, aucune date n'a été annoncée pour la tenue d'élections.

Noël Ndong



AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

LES DÉPÊCHES
DU BASSIN DU CONGO

ADIAC TV

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo et de sa région en un **CLIC**



Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter et restez informés des principaux faits marquants de l'actualité.



SCANNEZ
LE QR CODE

ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT

www.adiac-congo.com/content/newsletter

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso

Brazzaville - République du Congo

(+ 242) 05 532 01 09

info@lesdepechesdebrazzaville.fr

VATICAN

Le pape François appelle à l'annulation de la dette des pays pauvres

Lors du premier angélus de l'année, à la place Saint-Pierre à Rome, en Italie, le pape François a souhaité que l'année jubilaire puisse être l'occasion d'annuler les dettes des pays les moins avancés (PMA).

Dans son discours, le pape François a souligné que l'année jubilaire doit être un temps d'action concrète. Il a rappelé que selon les croyances chrétiennes, « la remise des dettes est donnée par Dieu », évoquant la prière du Notre Père qui demande la libération des dettes. « Le jubilé demande de traduire cette remise des dettes au niveau social, afin qu'aucune personne, aucune famille, aucun peuple ne soit écrasé par les dettes », a déclaré le pape. « J'encourage donc les dirigeants des pays de tradition chrétienne à donner le bon exemple en annulant ou en réduisant autant que possible la dette des pays les plus pauvres », prolongeant la tradition de l'Église catholique. A savoir promouvoir la solidarité et alléger les fardeaux économiques des nations les plus démunies, afin de favoriser un avenir plus juste et équitable.

Le chef de l'Église catholique a également plaidé pour la cessation des hostilités dans le monde, appelant à un engagement renouvelé pour la paix, et saluant les pays qui œuvrent activement à la résolution des



« J'encourage les dirigeants des pays de tradition chrétienne à donner le bon exemple en annulant ou en réduisant autant que possible la dette des pays les plus pauvres »

conflits, les encourageant à poursuivre leurs efforts en vue d'un avenir plus pacifique et harmonieux. « J'exprime ma profonde reconnaissance à tous ceux, dans les zones de

conflit, qui œuvrent sans relâche pour le dialogue et les négociations. Prions pour la fin des combats sur tous les fronts et pour un pas décisif vers la paix et la réconcilia-

tion. [...] Que l'espoir de la paix brille pour eux et pour l'ensemble du monde », a souhaité le pape.

Un plaidoyer pour l'année

jubilaire

Le pape a exhorté les dirigeants des pays de tradition chrétienne à donner l'exemple en annulant ou réduisant autant que possible les dettes des nations les plus défavorisées. Le souverain pontifical avait déjà demandé des mesures similaires en 2020, durant la pandémie de covid-19, mettant en lumière la récurrence et l'urgence de ces appels pour la justice économique et sociale.

Une tradition religieuse de solidarité

Depuis 1967, avec l'encyclique *Populorum Progressio* de Paul VI, la question de la dette est une préoccupation constante pour l'Église catholique. Cet engagement s'inscrit dans une longue série d'initiatives visant à favoriser le développement des peuples à travers le monde. Le dernier grand jubilé de l'an 2000 avait également été marqué par un appel similaire de Jean-Paul II, qui considérait l'annulation de la dette comme un objectif civilisationnel et de progrès. Ces actions soulignent l'importance d'une solidarité globale dans la doctrine sociale de l'Église.

Noël Ndong

BONNE ANNÉE 2025

Le Comité de jumelage Reims-Brazzaville présente ses vœux

Mercredi prochain, en France, le Comité de jumelage Reims-Brazzaville présentera ses vœux, l'occasion de revenir sur le rapport d'activités 2024 et d'annoncer les perspectives

Une invitation à un verre d'amitié a été faite par le Comité de jumelage Reims-Brazzaville pour une dégustation de spécialités congolaises, un moment festif en musique et quelques pas de danse, moyennant une légère participation aux frais.

Unique en son genre, ce jumelage de Brazzaville avec une ville française perpétue le symbole de l'amitié entre la République du Congo et la France. Il date du 5 juillet 1961, à l'issue d'un serment paraphé et signé par Jean Taittinger, député-maire de Reims, et Simon Bilombo, adjoint au maire, représentant le président Fulbert Youlou, maire de Brazzaville. « Nous proclamons le jumelage des villes de Reims et de Brazzaville. Nous prenons l'engagement solennel de maintenir des liens permanents entre les municipali-

tés de nos deux villes, en vue de promouvoir des échanges d'ordre culturel, touristique, social, économique et sportif intéressant l'ensemble de nos concitoyens, pour développer, par une meilleure compréhension mutuelle, l'entente complète entre les peuples de toutes les nations », pouvait-on y lire en substance. Il a connu une longue période de « sommeil » avant d'être réactivé le 19 février 2005 par la volonté conjointe de Jean-Louis Schneider, ancien maire de Reims, et son homologue de l'époque à Brazzaville, Hugues Ngouélondélé. Dans la foulée, l'association Reims-Brazzaville créée a été intitulée « Le Comité de jumelage Reims-Brazzaville », chargé d'animer les relations entre les deux



villes.

Le 9 mai 2016, l'actuel maire

de Reims, Arnaud Robinet, et l'ancien ministre conseiller auprès de l'ambassade du Congo à Paris, Guy Nestor Itoua, ont apposé à nouveau leurs signatures sur le serment initial à l'occasion des dix ans de la renaissance du jumelage.

Deux ans plus tard, d'abord à Brazzaville le 23 février 2018 et plus tard à Reims, le 21 avril 2018, le serment de jumelage a été signé par l'ancien maire Christian Roger Okemba et Arnaud Robinet, en formalisant les engagements réciproques des deux villes.

Le Comité de jumelage Reims-Brazzaville est animé par une présidence collégiale composée de Julienne Mackonguy Mouassiposo, présidente, et Sandrine Mecheri, vice-présidente.

Marie Alfred Ngoma

RENCONTRE SCIENTIFIQUE

Bob Bobutaka au colloque international sur les archives nationales de Djibouti

Le Pr Bob Bobutaka Bateko revient du colloque international sur les archives de Djibouti organisé dans ce pays de la corne de l'Afrique. Cette rencontre scientifique a été lancée le 18 décembre 2024 à l'auditorium de la Bibliothèque nationale à Djibouti, sous l'égide du ministère de la Jeunesse et de la Culture par l'Agence nationale pour la promotion de la culture (ANPC).

L'événement s'est déroulé en présence de la ministre de la Jeunesse et de la Culture, Dr Hibo Moumin Assoweh; du secrétaire général du gouvernement de Djibouti, Almis Mohamed Abdillahi; du directeur de l'ANPC, Mohamed Houssein Doualeh; de la chargée de programme pour l'éducation aux médias et à l'information au sein du bureau régional de l'Unesco pour l'Afrique de l'Est, Jay Ralitera.

On a noté la présence d'experts internationaux, entre autres, les Prs Thiam Mbaye de l'Ebad (Sénégal) et Bob Bobutaka de la République démocratique du Congo (RDC), ainsi que le Dr Albert Mban (Congo), et nationaux, parmi lesquels le directeur général Mohamed Doualeh (Djibouti), etc, versés dans la gestion des archives. Des représentants des départements sectoriels, des représentants de l'association des archivistes, des hauts cadres du MJC, les hauts cadres du secrétariat du gouvernement, des jeunes universitaires et lycéens, etc., ont également pris part à ces assises.

Le Premier ministre djiboutien, Abdoukader Kamil Mohamed, a clôturé le colloque le 19 décembre 2024, avec à ses côtés la ministre de la Jeunesse et de la Culture. C'est au sein d'un imposant bâtiment en plein Djibouti



Le Pr Bob Bobutaka avec la ministre de la Jeunesse et Culture de Djibouti, et des participants au colloque international/DR

que les archives et la bibliothèque nationale sont logées. Officiellement, la RDC a été représentée par l'assistant JPS Nenga, président de la branche Afrique centrale du Conseil international des archives.

Bobutaka à la genèse du projet...

Bob Bobutaka a participé à ce colloque en tant qu'expert invité par le gouvernement du Djibouti. Professeur à l'institut supérieur des statistiques de Kinshasa, à l'Université de Kinshasa, à l'Université pédagogique nationale et à l'Université Kongo, il a fait partie des quatre experts africains

auxquels le gouvernement de Djibouti avait recouru en 2018 pour concrétiser le projet du président de la République Ismaïl Omar Guelleh de jumeler l'installation d'une bibliothèque nationale et d'un service des archives nationales dans son pays. En 2020, cet érudit de la RDC, auteur d'une vingtaine d'ouvrages publiés en France, en Belgique et en Allemagne et d'articles scientifiques sur les sciences de l'écrit, de la mémoire et d'autres domaines de la vie, louait l'engagement du président djiboutien pour cet important projet.

Dans une édition de l'émission «Métissage» sur Radio

Okapi, il déclarait : « Les Africains ont tendance à voir et apprécier ce qui se fait sous d'autres cieux ; difficilement, nous mettons en exergue ce qui se fait ici en Afrique. J'ai été invité par le gouvernement djiboutien en 2018 pour participer, avec d'autres collègues africains, au projet de mise en place de la bibliothèque nationale et les archives nationales. J'ai été impressionné, j'ai constaté que le président de la République organise, lui-même, la célébration de la Journée mondiale du livre et des droits d'auteur, journée consacrée par l'Unesco, le 23 avril

de chaque année. Il mobilise les gens au Palais du peuple, et on ne parle que des livres, de la lecture et de l'écriture, on se penche sur la politique nationale en matière de culture... C'est parmi les rares cas en Afrique, de voir un président de la République organiser et participer lui-même à la célébration du livre et des droits d'auteur. On se rend ainsi compte de la qualité de l'homme... ».

Et il soulignait ceci : « L'Afrique dispose aussi de beaucoup de matières grises, des présidents qui s'intéressent à la mémoire. L'Afrique, sa force, c'est la mémoire. Quand on dit que l'Afrique est le berceau de l'humanité, c'est la mémoire, sans elle, l'Afrique ne se justifie pas. Même lorsqu'on parle de la civilisation pharaonique en Egypte où on a reçu et formé des grands savants grecs, qui ont conçu les fondements de la civilisation occidentale, et là où on a façonné Israël, c'est la mémoire qui nous dit tout ça... ». Et dans le contexte de la mondialisation, concluait-il, « chaque homme doit avoir son identité, et l'Africain doit aussi mettre en musique les stratégies pour effectivement rayonner sa mémoire ».

Martin Enyimo

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



CONCERT DE ROGA ROGA À PARIS

Le journaliste Prince Bafouolo appelle à l'unité

Face à la campagne de boycott du concert Roga live au Zénith de Paris, invitant le Tout-Paris à "Plonger dans l'énergie débordante de la légende congolaise", Prince Bafouolo appelle plutôt à aller soutenir Roga Roga, l'un des piliers de la musique congolaise, le 1er février prochain.

Prince Bafouolo monte au créneau pour l'événement rare et significatif, une opportunité pour la diaspora congolaise et tous les amoureux de la musique africaine de célébrer un artiste qui a su porter haut les couleurs de la culture au-delà des frontières.

« Ce concert ne fait pas l'unanimité », constate le journaliste congolais. Certains appellent au boycott, accusant Roga Roga de proximité avec le pouvoir en place en République du Congo. Il s'insurge contre ces critiques, aussi légitimes soient-elles, qui ne doivent pas diviser davantage le peuple congolais qui l'est déjà trop. Ce qui l'amène à rappeler qu'au-delà d'être un artiste, Roga Roga est un homme fait de chair et de sang. « Comme nous tous, il a des défauts, des penchants et des choix politiques », explique-t-il.

Hormis sa proximité avec le pouvoir de Brazzaville, Prince Bafouolo ajoute la sortie hasardeuse de l'artiste dans une émission à Kinshasa au cours de laquelle, à l'évidence, Roga Roga avait manqué de tact.

Pour un artiste de son rang, il a une responsabilité sociétale considérable ; sa voix porte et elle compte... « Mais gardons présent à l'esprit qu'il n'est qu'un humain et, à ce titre, il n'est pas parfait et, comme tout le monde, il peut déraiser ; et c'est logique de le ramener à la raison », plaide le journaliste. « En aucun cas cela ne doit nous détourner de l'essentiel : la culture n'est pas un champ de bataille politique, elle est notre héritage commun », ajoute-t-il.

Il explique également que Roga Roga n'est pas simplement un musicien. C'est un ambassadeur de la rumba congolaise, patrimoine immatériel reconnu par l'Unesco. Sa musique résonne dans les cœurs de millions d'Africains. En boycottant son concert, ce n'est pas une posture politique qui est adoptée, mais plutôt une négation de l'importance de la culture du bassin du Congo.

L'occasion de rappeler qu'à travers les siècles, la musique a toujours été un moteur d'unité. Peu importe les origines : la musique a le pouvoir de rassembler l'humanité autour des émotions. Elle dépasse les ethnies,



Prince Bafouolo

les cultures et unit les peuples. Pour toutes ces raisons, il lance un vibrant appel à tous les Congolais. « Mettons de côté nos divisions, nos ressentiments et nos désaccords politiques. Soutenons notre artiste. Au-delà de Roga, célébrons notre patrimoine, et remplissons le Zénith de Paris le 1er février 2025. Parce que soutenir la culture, c'est croire en notre identité, en nos racines, et en notre capacité à rayonner dans le monde », conseille-t-il.

Pour Prince Bafouolo, ce concert se doit d'être une fête pour tous les Congolais, une célébration de ce que représente la République du Congo. Une occasion de s'unir et de célébrer l'identité culturelle.

« Parce que la culture, ce n'est pas un supplément, ce n'est pas un complément, c'est le fondement ! », déduit le journaliste, malgré les menaces du boycott, et en donnant aux mélomanes rendez-vous sans faute le 1er février 2025 au Zénith de Paris, la belle célébration en communion de la culture du bassin du Congo.

Marie Alfred Ngoma



EN VENTE

ÉMILE GANKAMA

À la vie bel hommage

Juste Désiré MONDELE

Vers l'effectivité de la décentralisation et du développement local en République du Congo

Discours et activités menées (2022-2023)

Préface de Florent TSIBA

Émile Gankama

La Cité d'attache du vieux port

Roman

Armand Claude ABANDA

Fils de Prêlat

Roman

Yvon-Pierre NDONGO-IBARA

L'art oratoire chez les Ambosí

Hérisonne Payima Lombobo

Les organisations internationales de l'Afrique centrale

Recueil de textes

Préface du Professeur Alassane SALL

Sarah, ma belle-cousine

Henri Djombo

L'improbable destin de Lundala

Esclavage et héroïsme sous la protection de Kimpa Vita

LEANDRE MODILO

Raoul Maïxent OMINGA

La transition énergétique en République du Congo : Problèmes et perspectives

Guy MENGA

La marmite le Koka-Mbala

Grand prix du concours interafricain 1967

Théâtre



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

Un **Espace de Vente**

Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE

(africaine, française et italienne)

*Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.*



Un **Espace culturel** pour vos **Manifestations**

Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Gusso
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:

*Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)*



HUMEUR

Et pourtant les forêts, les eaux et les terres peuvent abonder nos marchés !

Si nos marchés continuent à nous offrir en quantité négligeable et minimale tout ce que l'organisme humain en a besoin pour son bon fonctionnement bio-physiologique et pour son métabolisme bien assuré, le concept de « manger-bio » restera toujours un vain mot.

A dire vrai, trop de congelés et de surcongelés abondent dans nos marchés alors que le pays dispose d'innombrables zones de forêts, de rivières, de fleuves et de terre. Si elles sont exploitées et utilisées à bon escient, elles pourraient sortir le pays de cette dépendance alimentaire interminable qui ne dit pas son nom. Bref, nos marchés n'offrent rien du tout à la population et le peuple a faim à cause à la fois de la rareté des aliments et de la cherté de ceux-ci, et c'est cela qui cause des tensions au niveau du panier de la ménagère.

Oui, des zones agricoles protégées, une initiative très louable pour le pays. Cette initiative trace déjà sa trajectoire, mais les produits agricoles issus de ces zones sont encore trop circonscrits, autrement dit sédentarisés, car on ne peut pas comprendre qu'un sac de farine de fufou produit par exemple à Madingou, dans la Bouenza, qui coûte 20 000FCFA puisse être vendu au prix de 55 000FCFA ou 65 000FCFA respectivement à Pointe-Noire ou à Ouesso, dans la Sangha, alors que ces trois localités sont d'un même pays. Un kilo de viande sorti fraîchement d'un abattoir de Brazzaville qui coûte 2 500FCFA est vendu à 6 000FCFA à Owando ou à Impfondo.

Dans le même ordre d'idées, trois doigts de banane, une poignée de piments, un tas de légumes et un ananas d'une dimension moyenne ont des prix disparates et disproportionnés dans les marchés domaniaux d'une même ville. Et pourtant, on est bien là sur le même territoire d'un même pays. Alors où est le manger-bio, si la population a des grosses difficultés pour s'acheter aux prix raisonnables quelques rares aliments qui sont sur nos marchés ?

Or le manger-bio, comme disent les extraits des thèses de l'Organisation mondiale de la santé, contribue énormément à la bonne santé de la population et en dernière analyse au développement socio-économique du pays, car un peuple qui n'est pas en bonne santé produit peu. Encore que la création tous azimuts des unités de production favorisera en partie la résolution de la question du chômage avec l'emploi de la main-d'œuvre locale, par exemple. Le Congo, avec une population qui avoisine les 6 millions d'habitants, ne devrait pas trop souffrir du problème du « manger-cher » ou de ne pas « manger-bio », car des forêts, des fleuves, des rivières, des savanes, des plaines et des terres sont prêts à offrir des produits agro-pastoraux et halieutiques qu'il faut afin que la population mange « moins cher » et « trop bien », car ces espaces écologiques sont les vraies « mères nourricières » d'une nation.

Avec cette sempiternelle problématique de la dépendance alimentaire, que deviendra le pays dans la zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf) qui proposerait d'éliminer d'ici à quelques années les droits de douane sur les produits représentant 90% des lignes tarifaires? Or ce régime exige de rehausser les capacités de production et d'exploitation et d'intensifier le commerce interne et international, conformément au décret ministériel n°2019-160 du 26 juin 2019. Et si la production d'aliments ne s'intensifie pas, le pays sera tout simplement « broyé » par les autres et l'on continuera d'importer des aliments.

Alimentons nos marchés domaniaux par la production accrue d'aliments et cela redonnera de l'équilibre au niveau du panier de la ménagère et le pays sera bien compétitif dans le concert des nations avec la Zlécaf qui pointe à l'horizon, car le contraire est déplorable.

A bon entendeur, salut !

Faustin Akono

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 17e journée

Alors que le FC Martignes avait terminé son année 2024 par une piteuse élimination de la Coupe de France à Bourgoin-Jallieu, la lanterne rouge débute 2025 par une victoire retentissante sur le terrain du Paris FC (2-1). Un succès obtenu sans Alain Ipiélé, absent du groupe, mais avec Bevic Mousiti Ogo, entré à la 71e à 1-1. Grenoble, qui restait sur une série de trois défaites fin 2024, revient aussi dans de meilleures dispositions en battant Bastia 3-2. Loris Mouyokolo, titulaire sur la droite de la défense à trois, a alterné le bon et le moins bon dans le secteur défensif. Mais c'est lui qui va provoquer, sur corner, le penalty de la victoire (90e+4). Nolan Mbemba, lui, est resté sur le banc, tandis que le Bastiais Steevy Mazikou était absent du groupe corse.

Le Red Star confirme son redressement en s'imposant à Rodez (2-0), avec Fred Dembi titulaire et Josué Escartin entré à la 90e+4.

Dans le camp ruthénois, Laurent Loni Quenabio était titulaire et manque de spontanéité sur le premier but du Red Star.

Succès également pour Clermont, qui braque les trois points à la 89e sur le terrain de Caen (0-1). Titulaire en pointe, Mons Bassouamina a été actif, sans réussite à l'image de sa frappe déviée à la 79e. Remplacé à la 80e.

Défaite en revanche pour l'AC Ajaccio, à domicile, face à Annecy (1-2). Remplaçants au coup d'envoi, Christopher Ibayi et Jesah Ayessa sont entrés aux 57e et 71e minutes, à 1-1. Notons que l'avant-centre a placé une tête repoussée par Escales à la 76e. Ayessa, lui, est trop passif au marquage de Dago sur le 2-1 (89e).



Loris Mouyokolo a obtenu le penalty de la gagne face à Bastia (DR)

Sans Yvan Ikia Dimi, absent du groupe, Amiens coule face à Troyes (0-3).

Au classement, les Picards sont 8e avec 23 points, devant Bastia, 9e avec 22 points, Grenoble et le Red Star, 11e et 13e avec 21 points chacun.

Avec 20 points, Rodez et Clermont sont 14e et 15e. Dans la zone rouge, Ajaccio et Martignes ferment la marche avec 15 et 12 points.

Angleterre, 24e journée, 2e division

Sans Han-Noah Massengo, non retenu, Burnley prend un point à Middlesbrough (0-0) et conserve sa place sur le podium.

Angleterre, 23e journée, 3e division

Northampton rapporte un point de Shrewsbury (0-0). Titulaire, William Hondermarck a joué toute la rencontre.

En revanche, toujours pas de Loïck Ayina dans le groupe

d'Huddersfield, tenu en échec par Burton (1-1).

Italie, 18e journée, 1re division

Antoine Makoumbou, remplacé à la 71e minute, et Cagliari chutent à domicile face à l'Inter Milan (0-3).

Monza et Warren Bondo s'inclinent à Parme (1-3). Le milieu de terrain a été remplacé à la 71e minute, alors que son équipe était réduite à dix et menée 0-1.

Rappelons que Gabriel Charpentier est forfait jusqu'à la fin de la saison.

Au classement, Parme est 14e avec 18 points, devant Cagliari, 18e avec 14, et Monza, lanterne rouge avec 10 points.

Portugal, 16e journée, 2e division

Mafra concède le nul face à Feirense (0-0), sans Bryan Passi, sur le banc depuis son retour de suspension.

Camille Delourme

NÉCROLOGIE

Mirgia Kimpolo, famille Jean-Clément Nzaba Mfoutou du village Tsoumbou - Saint-Tropez -, les enfants Kokolo, Mokodzi et Ngoma, dans leur immense tristesse, ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de l'institutrice Kitoko, née Nzaba Jacqueline, survenu dans la nuit du lundi au mardi 24 décembre 2024, à Brazzaville, à l'âge de 71 ans. La veillée mortuaire se tient au n° 32, rue Balou-Constant, quartier Dahomey, à Baongo-Brazzaville.

Pour tout contact :
00 242 06 679 77 50



FÊTE DE NOUVEL AN

Le Club 2002-PUR honore ses militantes

Le président-fondateur du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (Club 2002-PUR), Wilfrid N'Guesso, a remis le 30 décembre, par l'intermédiaire de son secrétaire général, Juste Désiré Mondélé, des kits alimentaires aux femmes qui animent son parti au niveau de Brazzaville, pour célébrer les fêtes de fin d'année dans les meilleures conditions.

La cérémonie de remise des présents composés, entre autres, des poulets, de riz et de sel de cuisine s'inscrit dans le cadre des activités annuelles du parti. Il s'agit d'un signe d'engagement et de soutien, a indiqué la chargée du genre et de la parité du Club 2002 PUR, Mylène Gloria Gassongo, aux dames du parti, en particulier en cette période festive où la solidarité et le partage sont essentiels. Des gestes qui renforcent les liens et apportent un peu de réconfort à ceux qui en ont besoin. « *Le colis destiné à chacune d'entre vous est le témoignage de l'estime et de l'attachement que le président national vous porte de manière individuelle et collective. Il s'agit, s'il en était encore*



Le secrétaire général du Club 2002 s'adressant aux animatrices des bureaux de Brazzaville/Adiac

besoin, de réaffirmer la place de l'humain en général et de la femme en particulier, au coeur de tous les fondamentaux de la démocratie chrétienne », a circonscrit la secrétaire nationale, en charge du genre et de la parité du Club 2002-PUR. Saluant l'exemplarité militante de la femme du Club 2002, elle a rappelé

que 2024 a été une année politique globalement prolifique. Elle a souhaité que 2025 puisse apporter à chaque militante bonheur et épanouissement; au parti plus de dynamisme et des victoires; et au Congo la paix et la prospérité.

Le secrétaire général du Club 2002-PUR, Juste Désiré Mondélé, est également revenu sur cet

élan de générosité et de cœur du révérend pasteur Wilfrid Guy César N'Guesso, qui accorde, selon lui, chaque année une attention particulière aux femmes qui animent le parti. Encourageant les femmes, responsables des bureaux du département de Brazzaville, il a évoqué la nécessité de revitaliser et de redynamiser

le parti afin de le booster de nouveau en 2025, une année charnière qui prépare les batailles de 2026. « *Depuis sa création, le Club 2002 a participé à tous les combats, à tous les défis qui se sont posés à la République et à la majorité présidentielle. Nous allons poursuivre ce travail dans la cohésion, dans l'unité en toute responsabilité* », a rappelé Juste Désiré Mondélé.

Créé le 30 janvier 2002, le Club 2002-PUR va commémorer en 2025 son 23e anniversaire. Instaurée depuis quelques années, la rencontre des femmes de ce parti de la majorité présidentielle du 30 décembre est une occasion de dresser le bilan de l'année finissante et de faire la projection sur 2025.

Parfait Wilfried Douniama

RÉFLEXION

2025, année imprévisible !

Alors que débute la vingt-cinquième année du deuxième millénaire de l'Histoire humaine moderne, il apparaît de façon évidente que personne ne peut prédire ce qu'il adviendra des 365 jours de cette nouvelle année. Confrontée à une dégradation aussi lente que continue de la nature qui l'entoure et à une aggravation des tensions politiques entre ses grandes puissances, l'humanité fait face à une instabilité collective qui n'a pas de précédent dans l'Histoire humaine et dont aucune autorité ne semble capable de gérer les effets proches ou lointains.

Dans ce contexte très particulier l'on ne saurait trop conseiller aux pays dits « émergents » de resserrer leurs rangs face aux grandes puissances – Chine, Etats-Unis, Europe, Inde, Russie – qui oeuvrent de mille et une façons afin d'accroître leur influence à l'échelle planétaire. Une volonté

stratégique dont les Etats-Unis de Donald Trump vont donner une mesure précise dans quelques jours contraignant ainsi Vladimir Poutine, Xi Jinping, Narendra Modi et autres grands leaders à affirmer leur propre puissance.

Comme nous l'avons écrit ici même à maintes reprises ces dernières années il est nécessaire, indispensable, vital même de réformer la gouvernance mondiale. Organisée de façon très logique au sortir de la deuxième guerre, il y a donc très exactement quatre-vingts ans, celle-ci ne correspond plus en effet aux rapports de force du temps présent. Ce dont témoigne de façon indiscutable l'incapacité de l'Organisation des Nations unies à gérer les crises. Avec un Conseil de sécurité que dominent les grandes puissances, mais qui s'avère incapable de prévenir les conflits à venir.

Croire, dans ce contexte, que donner deux ou trois membres permanents du Conseil à

des pays africains, latino-américains, asiatiques, autrement dit ce que l'on appelait hier le Tiers-monde, relève de l'illusion pure et simple. Ne serait-ce qu'en raison du poids humain croissant de ces trois continents. Une évidence que la communauté mondiale va devoir prendre en compte dans les semaines, les mois, les années à venir. Et qui, de ce fait, pourrait bien marquer d'un sceau indélébile l'année 2025 dont nous vivons les premières heures, les premiers jours, les premiers mois.

Dans ce contexte très particulier nous ne saurions trop conseiller aux gouvernants des cinq continents d'oser enfin regarder la vérité en face afin d'engager la réforme de l'Organisation des Nations unies qui, seule, permettra de garantir la paix pour les générations humaines présentes et à venir.

Simple question de bon sens n'est-il pas vrai ?

Jean-Paul Pigasse